

Michel Winock

## Fin de la religion jacobine

« Dix ans victime dans les fers du despotisme ministériel, dont la révolution seule m'a sorti, devais-je m'attendre que la main bienfaisante d'une nation qui brisait mes liens était à la veille de m'en redonner ? »

Sade,

Aux membres du Comité de sûreté générale, 29 décembre 1793

A quoi bon un bicentenaire ? J'avance cette suggestion, étrangère aux préoccupations des Chambres de Commerce : ce pourrait être l'occasion de vérifier le bien-fondé de quelques vieux clichés établis sur le droit à la paresse. Longtemps, la Révolution a été pour les Français un enjeu de mémoire. Elle avait ouvert une interminable guerre civile, scandée par les « journées », les coups d'État, les restaurations, les épurations, les remises en chantier d'une Constitution introuvable... Il fallait choisir son camp : on était pour ou contre la République, pour ou contre le château, pour ou contre les curés. Or cette guerre intestine, qui fit couler encore plus d'encre que de sang, semble avoir épuisé, en cette fin de siècle, sinon tous ses effets, à tout le moins la plupart de ses combattants. Me sentant donc poussé par une conjoncture tout à la fois commémorative et pacifiée, j'ai plongé dans les textes qui sont les sources mêmes de l'histoire de la Révolution : débats, discours, lois, projets de lois, décrets, jugements, journaux, rapports en tous genres, procès des acteurs..., comme on revient dans son village après de longues années d'absence. Et je n'ai reconnu à peu près personne.

Au milieu des années soixante, alors professeur d'histoire et de géographie au lycée Hoche de Versailles, je fus chargé d'une classe de seconde. La Révolution était au programme. Par chance, venait de paraître aux Éditions sociales le *Précis* d'Albert Soboul (1962). C'était effectivement précis et sans ambage. Nous fûmes des milliers qui, sans être membres du parti communiste, régurgitâmes *soboulum et soboulam* devant nos zélés potaches. Nous commençons à émettre des doutes sur la légitimité de l'Union dite soviétique mais, bons républicains de gauche, nous placions la Révolution jacobine au-dessus de tout soupçon. La Terreur ? Nécessité ! la loi des suspects ? nécessité ! la loi du 22 prairial ? nécessité ! la persécution des emprisonnés ? l'arbitraire déguisée en exercice de la Vertu ? les colonnes infernales en Vendée ? Un mot excusait tout : nécessité ! nécessité fatale ! Aux prises avec l'ennemi de l'extérieur, l'ennemi de l'intérieur, l'Anglais et le Vendéen, le Prussien et le prêtre réfractaire, la Révolution suspendait provisoirement le règne de la liberté pour mieux assurer son avenir contre les tyrans.

En 1965 parut *La Révolution* de François Furet et Denis Richet. Ce fut, en

termes stendhaliens, le début d'une dé cristallisation. L'histoire de l'URSS et des démocraties populaires acheva d'éclairer nos caboches longtemps rétives. Je m'aperçus, plus tard, que notre vision de la Révolution française avait été largement tributaire de notre représentation de la Révolution bolchevique. En 1920, Albert Mathiez avait fait un parallèle décisif entre la Terreur robespierriste et la Terreur léniniste : « parenté logique » ! « Les Bolchevistes, dit-il, ont simplement perfectionné les méthodes jacobines. » La relation de nécessité causale entre la guerre et la Terreur avait la force d'un dogme.

Vu de plus près, on s'aperçoit que la Terreur, loin de s'atténuer par la victoire des armes, puise en celle-ci le prétexte de son redoublement : la victoire est dangereuse ; elle risque d'attiédir les résolutions ! Finalement, tout lui est bon, et son contraire. Le XIX<sup>e</sup> siècle républicain n'avait pas voué de culte à Robespierre et à Saint-Just. On avait seulement tenté d'intégrer leurs actes dans un « bilan globalement positif ». C'est la montée en puissance de l'URSS dans les relations internationales et la conquête des esprits par le marxisme-léninisme qui ont permis la réhabilitation du terrorisme jacobin en Sorbonne. La Terreur n'était pas un accident, un dérapage, un acte explicable par les circonstances ; elle devenait le moment glorieux de la Révolution, anticipant sur la future Cité socialiste. Moi-même, mon mathiez-lefebvre-soboul en poche, je parlais sans émotion des massacres de septembre, des exécutions de Lyon, des noyades de Nantes, et des œuvres centralisées et expéditives du Tribunal révolutionnaire, comme autant d'abstractions : les mots et les chiffres, dans ma bouche, ne renvoyaient pas à des réalités humaines, inhumaines ; elles étaient les formules inoffensives (ou défensives) d'une histoire réifiée, débitée en langue de bois.

Enfin Soljenitsyne vint. A moins que ce ne soit François Furet. A une dizaine d'années d'intervalle, le dissident russe et l'historien français ont joué les nouvelles taupes de l'histoire : après eux, on ne regarde plus le passé — russe et français — comme avant. Le succès du récent *Dictionnaire critique de la Révolution française*, dirigé par F. Furet et Mona Ozouf, coïncide avec les éclats du révisionnisme gorbatchevien. Deux événements incommensurables mais qui surviennent dans un même contexte : l'enterrement des certitudes léninistes.

A défaut de celles-ci, et puisque l'esprit a besoin de prise, on chante maintenant la gloire de la Déclaration des droits, « malgré » sa complaisance pour la propriété, si décriée par l'historiographie soviétique (« En souscrivant, dans sa Déclaration, à l'inviolabilité de la propriété privée, la révolution bourgeoise en France souscrivait à l'oppression de classe », *dixit l'Histoire moderne*, publiée à Leningrad par les éditions scolaires d'État). Du coup, on hésite à prendre rang dans une nouvelle chorale — la même au demeurant, mais le répertoire a changé : intermittences du chœur ! Si j'avais à justifier la redécouverte de la vieille partition de 1789 par nos contemporains autrement que par un effet de mode, je dirais qu'aux heures les plus lugubres de la Terreur les meilleurs des révolutionnaires y avaient vu le sceau de la liberté humaine. Ainsi, Camille Desmoulins, au cœur du combat final qui opposa dantonistes et robespierristes, lui qui avait réclamé la première Terreur, et qui désormais veut en prévenir le désastre, s'exclame dans le n°6 du *Vieux Cordelier*, le dernier de la série à être publié : « Je persiste à croire que notre liberté c'est l'inviolabilité des principes de la *Déclaration des Droits*. »

Le drapeau rouge (en l'occurrence, celui des Cordeliers) est devenu, dit encore Camille, ce « drap mortuaire » qu'on a jeté sur la *Déclaration*. Découverte faite sur le tas, aux heures chaudes, dans la proximité de la guillotine. Pour beaucoup d'entre nous, découverte tardive : là où il n'y a plus de propriété individuelle, tout appartient théoriquement à tous, et en fait personne n'appartient qu'au Léviathan égalitaire. A défaut de liberté, celui-ci peut toujours promettre le bonheur commun : « La fin, écrit Mathiez, c'est dans les deux cas « jacobin et bolchevique » le bonheur des masses. » A quoi Camille répond par avance : « Le beau législateur que ce Lycurgue dont la science n'a consisté qu'à imposer des privations à ses concitoyens ; qui les a rendus égaux comme la tempête rend égaux tous ceux qui ont fait naufrage ; comme Omar rendait tous les Musulmans égaux, et aussi savants les uns que les autres, en brûlant toutes les bibliothèques ! Ce n'est point là l'égalité que nous envions ; ce n'est point là ma république ! »

Il nous a fallu un long détour par l'histoire russe, par l'histoire chinoise, par l'histoire vietnamienne, cambodgienne, cubaine, et autres, pour assimiler ce que Camille Desmoulins avait explicité dans son journal avant d'en faire les frais sous le « rasoir national ». Faisant sa part aux misères de l'homme, à sa finitude, à son imperfection, Camille est tombé sous l'accusation de « modérantisme » et d'« indulgence ». Robespierre, lui, avait amusé le tapis en décrétant *ex professo* qu'il défendrait la liberté par son contraire — « le despotisme de la liberté », comme il disait. Qui donc, à la veille du 9 Thermidor, était l'ennemi ? L'envahisseur étranger ? Le fédéraliste lyonnais ? Le Vendéen ? Non, puisqu'ils étaient repoussés ou vaincus. L'ennemi était celui qui ne participait pas à l'unanimité nationale, au peuple homogène, au Peuple-Un, tel que le rêvaient ses tuteurs du Comité de salut public. La volonté générale excluait les volontés particulières, les intérêts particuliers, non seulement les « réfractaires » (prêtres ou athées), mais aussi les tièdes, les sceptiques, ceux qui manquent d'enthousiasme. Mais ils sont innombrables ! Alors, il faut épurer, purger, saigner le corps social, le tailler du côté droit et du côté gauche. Les anciens Athéniens, pour renforcer leurs rangs, prononçaient l'ostracisme ; la République une et indivisible exigeait la mort des déviants. La majorité des Français risquaient de devenir « suspects ». « Il semble, écrit Michelet, que Robespierre, de défiance en défiance, aurait fini par s'arrêter et se guillotiner lui-même. » Il en ressort que si la Vertu ne fait pas de bonne littérature elle sait faire d'excellents échafauds. Il nous a fallu presque tout le *xx<sup>e</sup>* siècle pour apprendre que le démon du Bien était un démon.

Doit-on pour autant maudire la Révolution ? A cela, l'historien Henri Wallon — rendu célèbre par un amendement qui porte son nom et qui, voté à une voix de majorité en 1875, institutionnalisait la République en France — répondait déjà en 1870 : « Dire que la Révolution ne pouvait s'accomplir sans la Terreur, c'est déshonorer la Révolution. » Aussi le Bicentenaire pourrait suggérer aux républicains de « nettoyer » leurs souvenirs scolaires — au moment où les Soviétiques entreprennent leur propre lessive historique. Les marins de Cronstadt, aux avant-postes de la Révolution d'Octobre, se sont insurgés en mars 1921 contre les bolcheviques, en criant : « Vivent les Soviets ! A bas le parti communiste ! » Disons, dans un sens analogue : « Vive la République ! A bas la Terreur ! »